



**Synthèse de la consultation grand public
en vue du renouvellement
de la Stratégie gouvernementale
pour l'égalité entre les femmes
et les hommes vers 2021**

Coordination et rédaction

Direction du développement de l'égalité et des affaires administratives
Secrétariat à la condition féminine

Pour information :

Secrétariat à la condition féminine

scf@scf.gouv.qc.ca

© Gouvernement du Québec
Secrétariat à la condition féminine

ISBN 978-2-550-91034-3 (PDF)

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022

21-017-14_w1

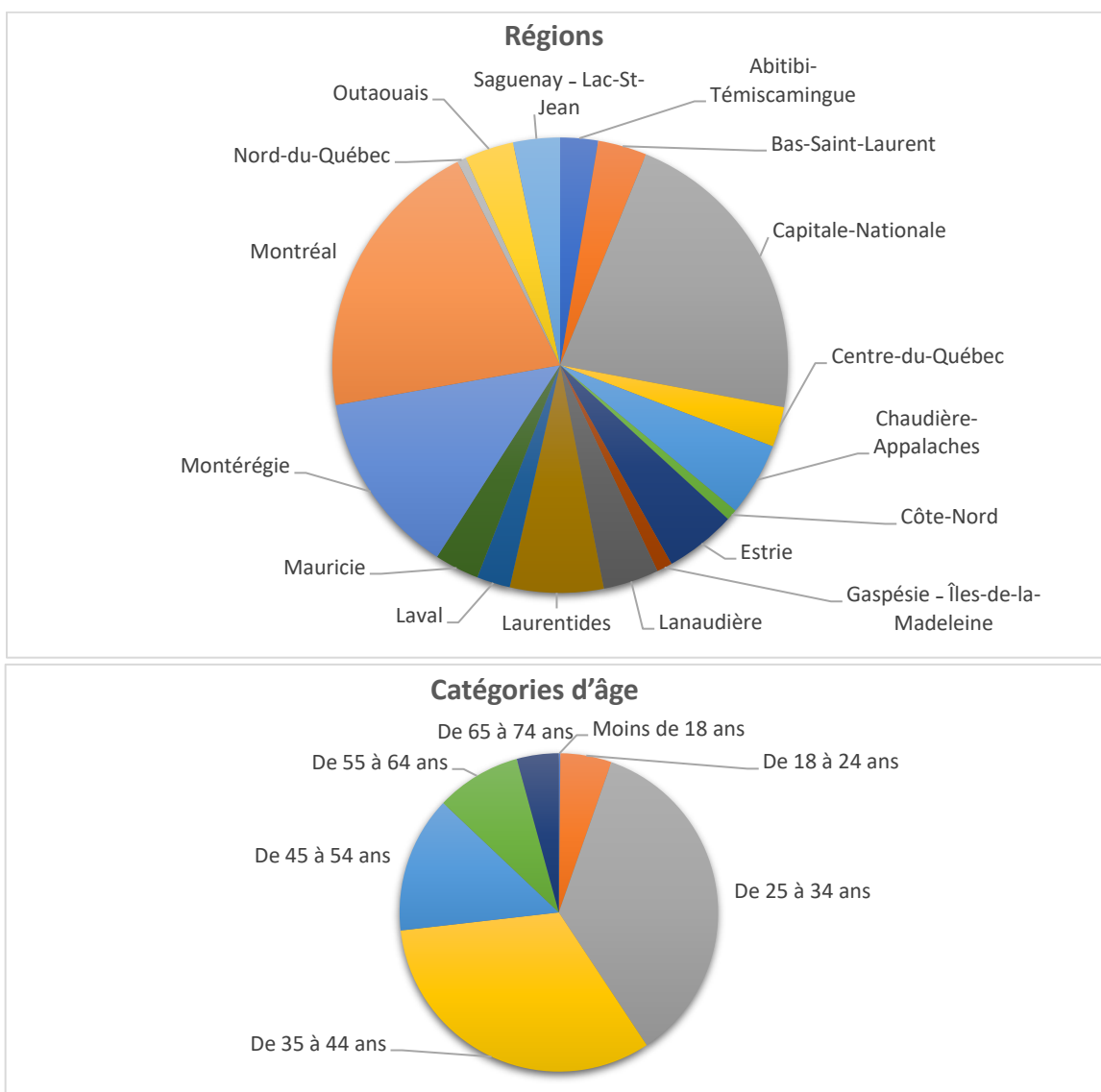
Table des matières

Méthodologie.....	4
Atteinte de l'égalité au Québec en 2021	5
Quels sont les obstacles à l'atteinte de l'égalité au Québec?	5
Quels sont les gestes que le gouvernement devrait poser afin que le Québec progresse vers une meilleure égalité?	6
Propositions pour l'orientation 1	6
Propositions pour l'orientation 2	7
Propositions pour l'orientation 3	8
Propositions pour l'orientation 4	9
Propositions pour l'orientation 5	10
Propositions pour l'orientation 6	11
Quels sont les besoins des différents groupes de femmes au Québec?	11
Femmes immigrantes et issues des communautés ethnoculturelles.....	11
Femmes âgées	12
Femmes en situation de handicap.....	12
Femmes autochtones	13
Femmes de la communauté LGBTQ+.....	13
Femmes en situation de pauvreté.....	14
Autres groupes de femmes	15
Comment mobiliser une plus grande part de la population pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes?.....	16
Public cible pour les activités de sensibilisation visant l'égalité entre les femmes et les hommes	17
Quels moyens devraient être mis de l'avant pour réduire les impacts de la pandémie?.....	18
Quels sont les autres enjeux ou sujets en matière d'égalité entre les femmes et les hommes abordés par les personnes répondantes?	18
Annexe – Questionnaire de consultation	19

Méthodologie

La consultation grand public en vue du renouvellement de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021 a eu lieu en ligne du 14 juin au 15 juillet 2021. Le questionnaire utilisé, qui comprenait quatre questions à choix de réponses et cinq questions ouvertes, peut être consulté en annexe.

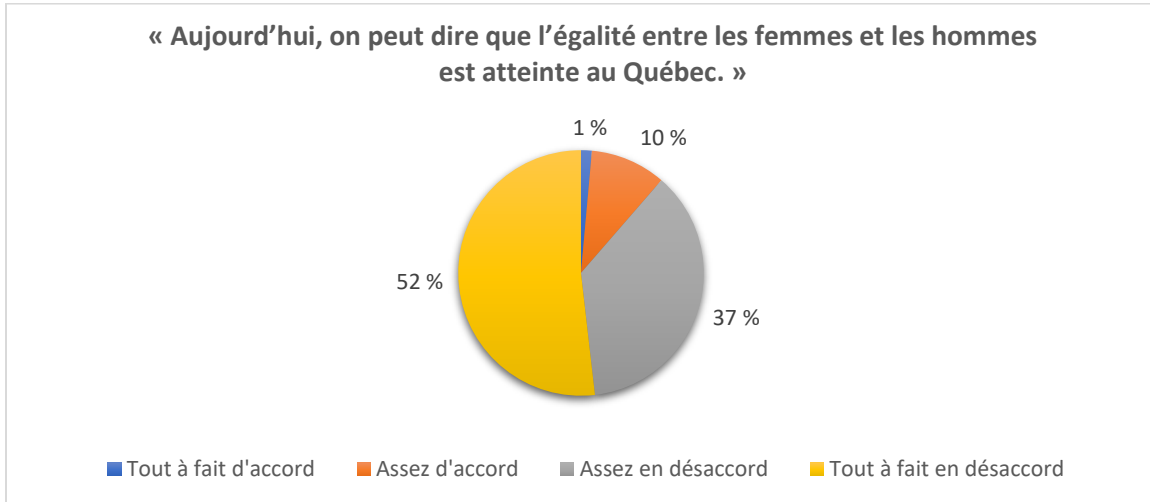
Un total de 633 questionnaires ont été remplis, dont près de 90 % par des femmes. Parmi les personnes qui y ont répondu, près de 10 % sont issues de l'immigration.



Il est à noter que les idées et propositions présentées dans cette synthèse ont été soumises par les personnes qui ont participé à la consultation. Les mots ou expressions d'origine ont été conservés autant

que possible. Le contenu de ce document ne constitue donc pas une position du Secrétariat à la condition féminine (SCF) et les idées émises n'ont pas fait l'objet d'une analyse de faisabilité.

Atteinte de l'égalité au Québec en 2021



De manière générale, les personnes qui ont répondu au questionnaire de la consultation considèrent que l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas atteinte au Québec. Elles sont plus susceptibles d'affirmer être « tout à fait en désaccord » avec le fait que l'égalité est atteinte que les personnes qui ont répondu au sondage sur les perceptions du public en matière d'égalité réalisé pour le SCF en 2019¹.

Quels sont les obstacles à l'atteinte de l'égalité au Québec?

Le manque de places en garderie revient très fréquemment dans les obstacles cités. Selon les répondantes et répondants, cet enjeu touche plusieurs orientations de la Stratégie, dont l'autonomisation économique des femmes et la conciliation famille-travail-études (CFTE). De plus, l'iniquité salariale, le salaire et les conditions de travail liés aux emplois typiquement féminins sont des enjeux préoccupants pour une grande partie des répondantes et des répondants, qui jugent que des actions doivent être prises.

Plusieurs² répondantes et répondants jugent que la société patriarcale et le concept de « boys club » nuisent à l'atteinte de l'égalité :

¹ Secrétariat à la condition féminine. Étude sur les perceptions des Québécoises et Québécois quant à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes [en ligne], <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/SCF/publications/egalite/Rapport-perceptions-egalite-2019.pdf?1614873692>, page consultée le 21 septembre 2021.

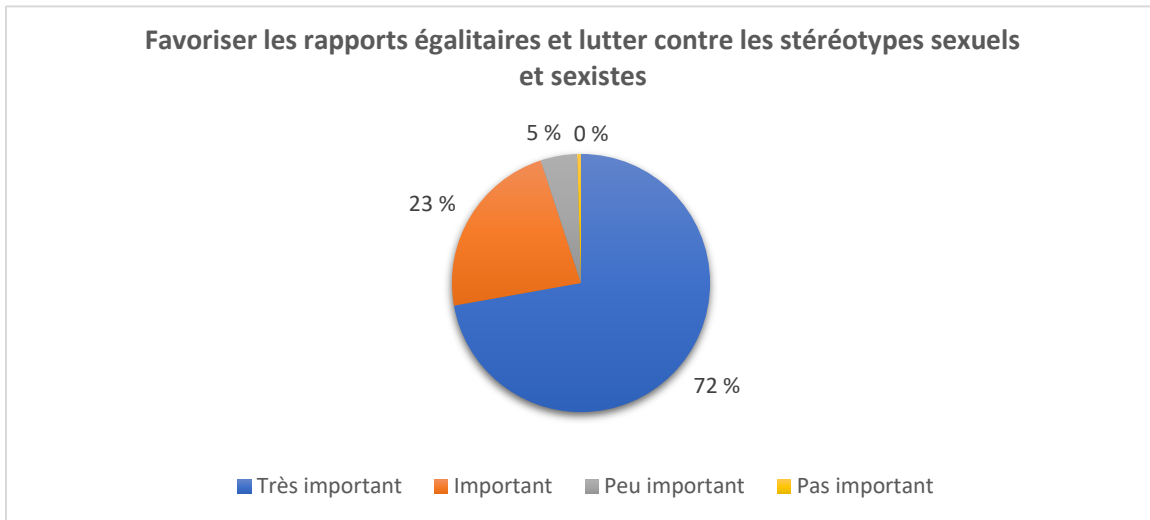
² Il aurait été complexe de quantifier précisément combien de fois reviennent les idées proposées puisque les personnes répondantes utilisent parfois des termes différents. Il a été privilégié de rapporter les idées qui se dégagent de manière significative en utilisant le terme « plusieurs personnes répondantes ». Lorsqu'une idée n'était pas largement partagée, mais apparaissait tout de même intéressante à souligner pour enrichir la réflexion, le terme « quelques personnes répondantes » a été utilisé. Enfin, « un très grand nombre de personnes » signifie que l'opinion rapportée était très largement partagée.

« Nous sommes encore dans une société patriarcale. Les décisions sont prises par et pour les hommes. Tout ce qui n'est pas économique n'est pas priorisé, donc l'égalité hommes-femmes ne l'est pas non plus ».

Quels sont les gestes que le gouvernement devrait poser afin que le Québec progresse vers une meilleure égalité?

Selon les réponses obtenues, pour progresser vers une meilleure égalité, le gouvernement devra encore poser des gestes en lien avec chacune des différentes orientations de la Stratégie.

Propositions pour l'orientation 1



Plusieurs personnes soulignent l'importance de continuer à mener des campagnes de sensibilisation sur les impacts des stéréotypes sexuels et de genre et d'investir en ce sens dans l'éducation populaire. Les jeunes et les hommes ressortent davantage comme public à cibler.

De plus, l'importance de changer nos façons d'éduquer les enfants, dès la garderie et jusqu'au secondaire, est mentionnée à plusieurs reprises. Il est suggéré d'inclure des notions sur le féminisme et l'égalité sous toutes ses formes dans le cursus scolaire et de créer un environnement neutre. Une personne a proposé que le Québec s'inspire de la pédagogie neutre que met en pratique la Suède. Pour y arriver, les éducatrices et les éducateurs ainsi que les enseignantes et les enseignants devraient être formés pour, entre autres, lutter contre les stéréotypes et les inégalités de genre.

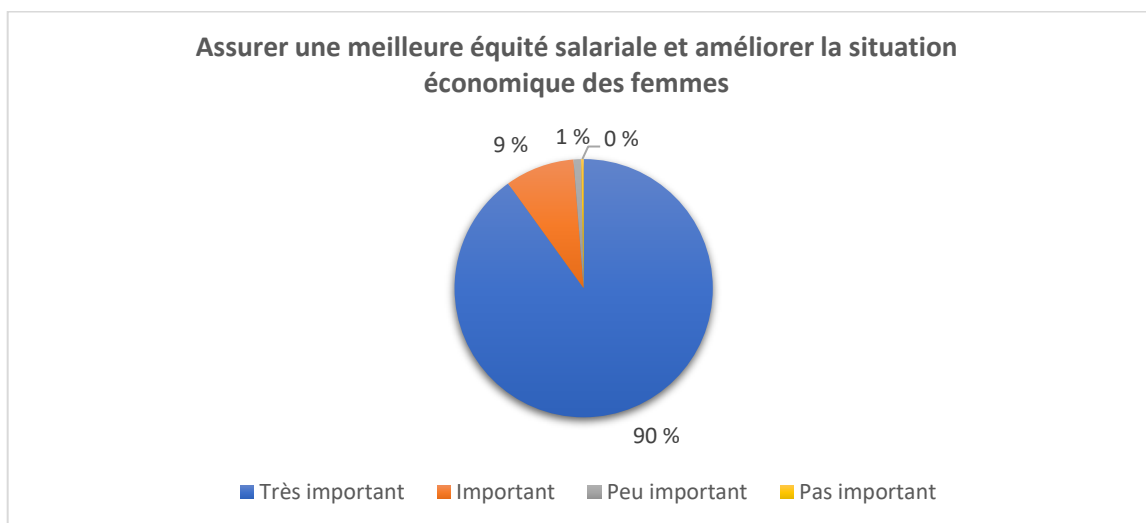
Aussi, l'éducation à la sexualité est une préoccupation pour plusieurs personnes. On mentionne l'importance d'offrir une éducation à la sexualité complète et positive. Certains sujets liés à l'égalité et à l'inclusion sont davantage mis en relief, c'est-à-dire le consentement, le respect, la communication, les doubles standards, le plaisir féminin, etc. Pour un nombre important des personnes répondantes, cette

matière devrait être enseignée par des spécialistes, comme des sexologues ou des organismes travaillant dans le domaine, pour diminuer la charge de travail des enseignantes et enseignants et ainsi assurer la qualité de ces cours ou de ces ateliers.

Le langage épïcène est évoqué par plusieurs. On mentionne qu'il serait intéressant que l'Office québécois de la langue française (OQLF) ou une autre instance appropriée prenne des mesures et propose une façon simple d'écrire en français de manière égalitaire, inclusive et épïcène. D'autres répondantes et répondants demandent que le gouvernement donne l'exemple en intégrant ce langage dans ses communications internes et externes.

Enfin, on propose d'interdire les publicités sexistes, en ajoutant que les organisations ne respectant pas cette directive devraient se voir contraintes à payer une amende.

Propositions pour l'orientation 2



Un très grand nombre de personnes mentionnent que l'atteinte de l'équité salariale est primordiale pour permettre l'autonomisation économique des femmes. En effet, l'imposition de règles strictes est suggérée quant à l'équité salariale : loi et amendes pour les employeurs ne la respectant pas. De plus, on suggère que des enquêtes soient faites auprès des entreprises et que celles-ci rendent publics les salaires de leur personnel.

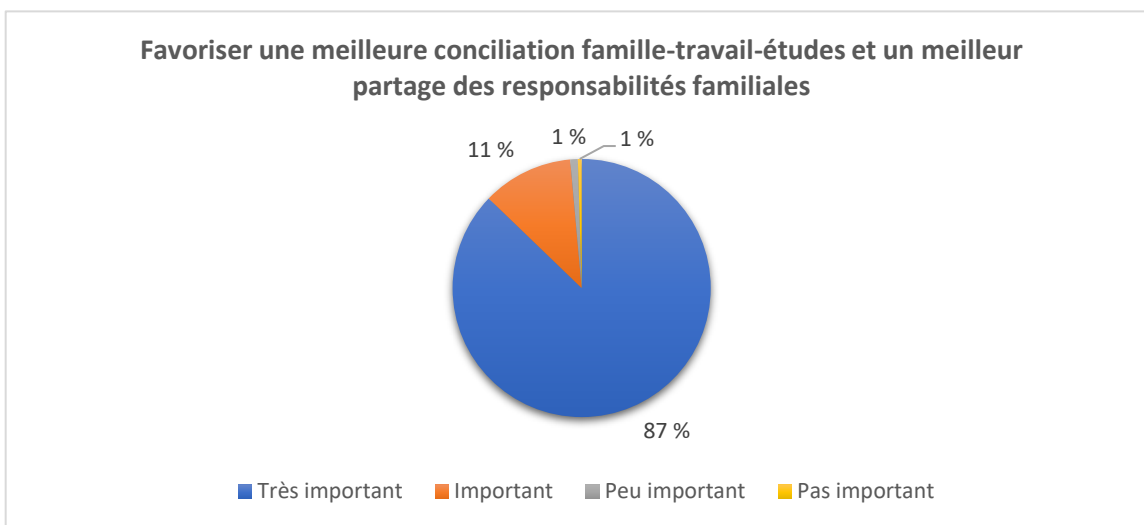
Dans le même ordre d'idées, on propose d'augmenter le salaire et d'améliorer les conditions de travail en lien avec les emplois à prédominance féminine, particulièrement les emplois des éducatrices en services de garde. Pour ce faire, on suggère entre autres de réviser la manière dont les salaires sont analysés et déterminés.

De plus, un grand nombre de personnes mentionnent que le manque de places en garderie est un enjeu important pour l'autonomisation économique des femmes. En effet, certaines femmes sont forcées de rester à la maison, ce qui peut les placer dans une situation précaire et/ou leur faire manquer des chances

d'avancement dans leur carrière. Des termes à forte connotation sont utilisés pour illustrer l'urgence d'agir; crise, urgence nationale, etc. Plusieurs personnes demandent ainsi qu'une aide financière soit offerte aux mères qui doivent rester à la maison pour s'occuper de leur(s) enfant(s). Cet enjeu sera davantage développé dans l'orientation 3.

Par ailleurs, les personnes répondantes jugent qu'il serait important de valoriser davantage les emplois majoritairement féminins, tant auprès des femmes que des hommes. On suggère aussi d'encourager davantage l'accès des hommes à ces emplois.

Propositions pour l'orientation 3

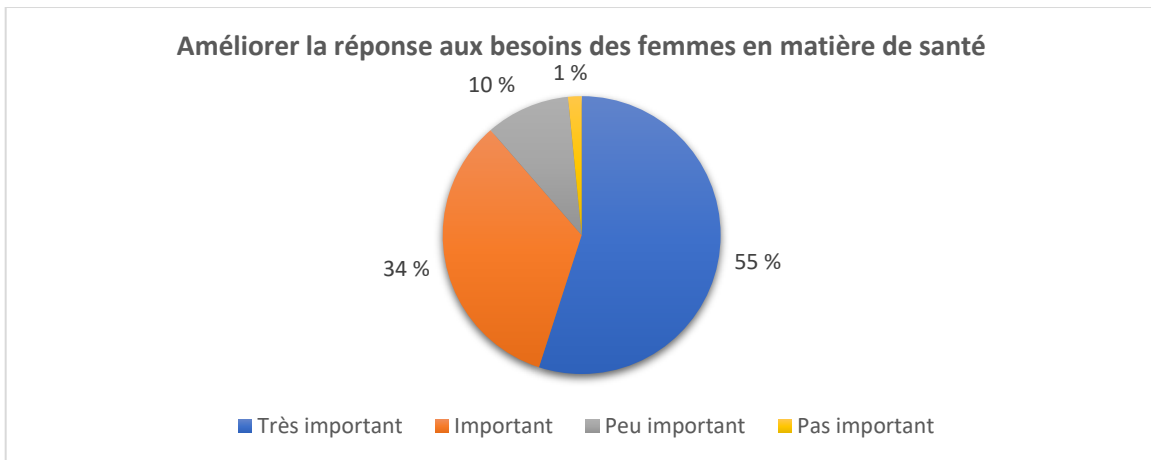


Un très grand nombre de personnes soulèvent le manque de places en garderie. On mentionne que le droit à la garderie devrait être aussi important que le droit à l'école; tous les enfants devraient y avoir une place. Pour permettre une meilleure conciliation famille-travail-études, on propose d'ouvrir des garderies ou des centres de la petite enfance (CPE) à même les lieux de travail, d'offrir des places en garderie à horaires variables pour les parents ayant des horaires atypiques, d'investir dans des services de garde abordables (des tarifs uniques pour tous les enfants, des services de garde à 8,50 \$ par jour, des garderies subventionnées en fonction du revenu familial, etc.), d'encadrer légalement l'offre de services de garde après l'école et durant l'été pour éviter les « trous » dans les services, etc. De plus, on note la préférence explicite accordée aux CPE par plusieurs répondantes et répondants.

Un très grand nombre de personnes mentionnent qu'il serait important d'améliorer le congé parental. En effet, certaines personnes demandent que le congé de paternité soit prolongé, et d'autres demandent de rendre équivalent le congé parental des deux parents. Pour ce faire, on propose de revoir le fonctionnement du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP), par exemple de le prolonger jusqu'à 18 mois et de permettre ainsi d'allonger de 6 mois supplémentaires le congé de paternité.

Pour que ce soit réalisable, on suggère aussi de sensibiliser les hommes et les employeurs aux avantages du congé parental. On propose par exemple d'instaurer une loi, d'offrir des crédits d'impôt pour compenser la perte financière du parent n'ayant pas accouché, ou de permettre au parent ayant un meilleur salaire de prendre 50 % ou plus du congé parental, etc.

Propositions pour l'orientation 4



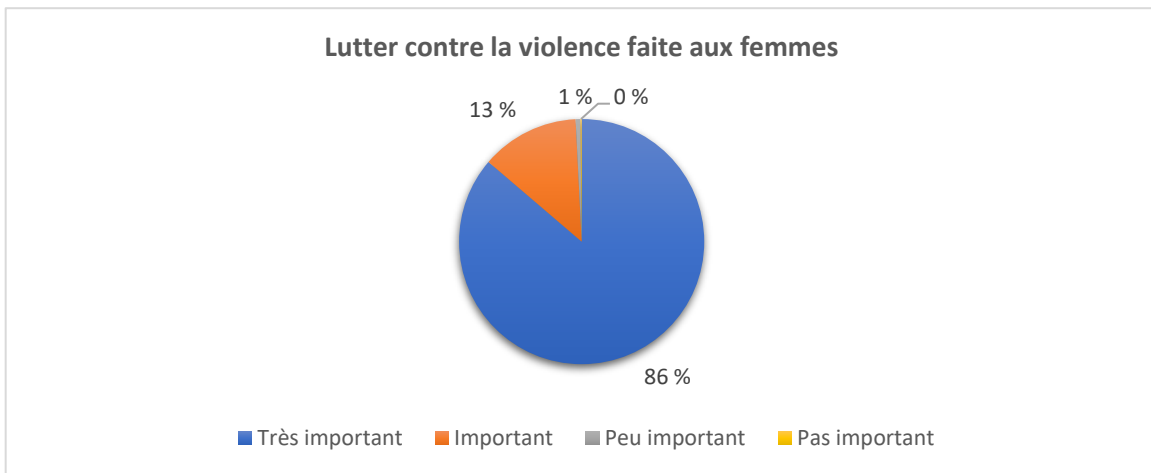
L'aide psychologique est une préoccupation pour plusieurs. On demande qu'elle soit plus accessible, couverte par le régime public de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), etc. Aussi, on mentionne que les délais d'attente devraient être plus raisonnables.

D'autres personnes mentionnent qu'il serait important de rendre plus accessibles les produits liés aux menstruations. On suggère d'abolir la taxe sur ces produits, d'offrir des compensations, de les faire rembourser par la RAMQ, etc.

De plus, on propose de rendre la contraception féminine plus accessible, plus abordable (voire gratuite).

L'avortement est aussi une préoccupation pour certaines personnes, qui demandent une plus grande accessibilité géographique pour les femmes ainsi qu'une prise en charge plus rapide.

Propositions pour l'orientation 5



L'importance de lutter contre la violence conjugale et les violences sexuelles est fortement soulignée dans les réponses obtenues. Comme ces violences sont abordées dans des stratégies ou des plans d'action spécifiques, les résultats ne seront pas présentés en détail dans cette synthèse, mais alimenteront les réflexions et les actions du Secrétariat à la condition féminine et de ses partenaires.

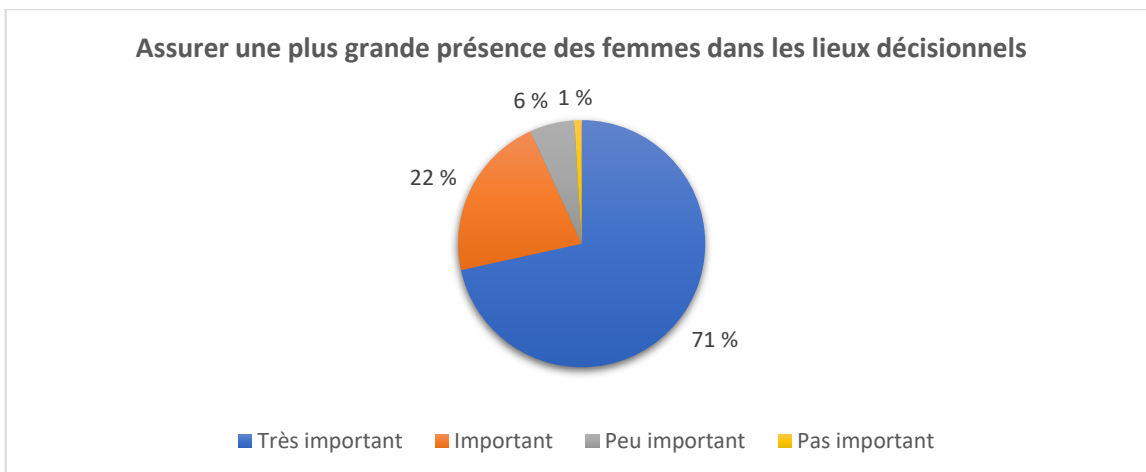
Plusieurs personnes sont préoccupées par le harcèlement de rue et demandent que des actions visant à permettre aux femmes de se sentir en sécurité dans les rues au Québec soient mises en œuvre.

Certaines personnes répondantes mentionnent qu'il serait important d'agir contre le harcèlement au travail au moyen de sanctions sévères, par exemple. On propose de mettre en place une législation qui protège les femmes qui dénoncent le harcèlement psychologique, sexuel et autre dans les milieux de travail. On souligne qu'il serait d'autant plus important d'intervenir dans les milieux de travail majoritairement masculins.

De plus, on demande un plus grand encadrement du harcèlement et des menaces envers les femmes sur les médias sociaux/Internet.

« Lutter contre les violences sexuelles et le harcèlement (incluant dans l'univers virtuel) est extrêmement important pour que les femmes puissent jouir d'un sentiment de sécurité dans leur quotidien dans les différentes sphères de leur vie (au travail, en ligne, à la maison, dans la rue, etc.). »

Propositions pour l'orientation 6



Plusieurs personnes indiquent qu'il serait important de prendre davantage d'initiatives favorisant la présence de femmes dans les instances décisionnelles (conseils d'administration, partis politiques, ministères, etc.). Plusieurs actions sont proposées telles que l'adoption de lois (le projet de loi n° 39, Loi établissant un nouveau mode de scrutin, a été donné comme exemple), l'imposition de quotas, l'augmentation du pourcentage de la règle liée à la diversité dans les conseils d'administration, l'instauration d'un code d'éthique, le développement de programmes visant à encourager l'engagement des filles en politique et à leur offrir une formation, etc.

Plusieurs personnes soulignent que les attentes envers les femmes dans les lieux décisionnels sont trop élevées, c'est-à-dire que les femmes n'ont pas droit à l'erreur comme les hommes. La métaphore de « sièges éjectables » est utilisée pour faire allusion à la vitesse à laquelle on leur enlève leur poste à la moindre erreur commise.

Quels sont les besoins des différents groupes de femmes au Québec?

Cette question de la consultation permettait de cibler plus précisément les besoins des femmes immigrantes et issues des communautés ethnoculturelles, âgées, en situation de handicap, autochtones, LGBTQ+, en situation de pauvreté, etc. Pour tous ces groupes de femmes, les personnes répondantes proposent en premier lieu de les consulter directement et de travailler avec elles pour répondre à leurs besoins.

Femmes immigrantes et issues des communautés ethnoculturelles

Plusieurs personnes proposent de donner davantage d'importance à la francisation pour, entre autres, permettre aux femmes d'être plus indépendantes et d'améliorer le vivre-ensemble.

De plus, un grand nombre de répondantes et répondants mentionnent qu'il serait important de reconnaître leurs acquis et leurs formations. On doit accompagner davantage ces femmes vers l'intégration et l'emploi en mettant en œuvre des actions telles que le mentorat, le soutien et le financement des organismes, etc.

On mentionne qu'il faudrait mieux sensibiliser les personnes immigrantes à l'égalité, tant les femmes que les hommes.

On propose aussi de reconnaître la notion de racisme systémique et d'agir contre ce fléau. Certaines personnes répondantes demandent l'abolition de la Loi sur la laïcité de l'État (projet de loi n° 21), considérée comme étant discriminatoire pour ces femmes.

Femmes âgées

À plusieurs reprises, on souligne l'importance de briser l'isolement des femmes âgées. Pour ce faire, on propose de créer des programmes sociaux, de favoriser la pratique d'activités physiques en groupe, d'offrir des formations technologiques, de créer un programme de suivi des âgées, etc. De plus, plusieurs proposent l'organisation de rencontres intergénérationnelles pour favoriser les échanges et éviter les stéréotypes.

Plusieurs personnes demandent que soient augmentées l'aide financière ou les pensions de retraite pour les femmes âgées. On mentionne qu'il n'est pas rare qu'une femme âgée n'ait pas été en mesure d'amasser des fonds pour sa retraite. En effet, certaines femmes travaillaient peu ou pas à l'extérieur du foyer, certaines étaient mères à la maison, certaines ont été hors du marché du travail à plusieurs reprises lors de congés de maternité, etc.

De plus, on demande l'amélioration de certains services à l'intention des personnes âgées afin d'éviter des situations qui défavorisent les femmes :

« Certains âgés s'assurent que leur conjointe ne demande pas certaines rentes auxquelles elles ont droit sous prétexte que cela va réduire la leur. À mon avis, il faut trouver un moyen de mettre fin à ce type de pratique, qui maintient les femmes âgées sous le contrôle financier de leur conjoint. Sachant que l'espérance de vie des femmes est plus grande que celle des hommes, il serait sans doute avisé de prévoir des mesures adaptées pour elles dans nos institutions et les services offerts ».

Femmes en situation de handicap

Plusieurs personnes mentionnent qu'il est important d'offrir l'accessibilité universelle aux services essentiels, aux lieux publics, aux lieux de travail, etc. Pour ce faire, on propose de donner une prime aux commerces pour leur permettre d'améliorer leur accessibilité, d'établir des règles de construction quant

à l'accessibilité des bâtiments, de subventionner les organismes pour qu'ils puissent adapter leurs locaux, etc.

On mentionne qu'il serait important d'investir dans l'aménagement des routes et des trottoirs; ceux-ci seraient peu ou pas adaptés aux besoins des personnes en situation de handicap.

De plus, on mentionne qu'il faudrait mieux intégrer les femmes vivant avec un handicap au marché du travail. Plusieurs actions possibles sont mentionnées telles que la sensibilisation auprès des employeurs, l'offre d'une réduction de taxes aux employeurs, l'instauration de mesures contre la discrimination à l'embauche, etc.

Femmes autochtones

Plusieurs mentionnent, tout comme pour les femmes immigrantes, qu'on doit reconnaître et agir contre le racisme systémique. Plusieurs répondantes et répondants demandent l'application du principe de Joyce³.

On demande que soit financée la recherche des femmes autochtones disparues, tout comme la mise en œuvre des propositions faites par la commission d'enquête sur les femmes autochtones disparues et assassinées.

Aussi, on propose d'intégrer la culture autochtone dans l'éducation au Québec (primaire, secondaire et collégial). De cette façon, les gens seraient davantage sensibilisés à leur réalité et à leur culture. Dans le même sens, on propose aussi d'organiser des échanges et des visites pour les étudiantes et les étudiants au sein des communautés présentes au Québec.

Femmes de la communauté LGBTQ+

Les personnes répondantes demandent au gouvernement qu'il intensifie la lutte contre la discrimination, les stéréotypes, les préjugés et l'homophobie. Par exemple, on propose de faire des campagnes de sensibilisation, de reconnaître la discrimination systémique, d'offrir une plus grande visibilité sociale aux femmes de la communauté LGBTQ+, de ne plus financer les organismes homotransphobes, etc.

De plus, on propose de sensibiliser la population grâce à l'éducation. Par exemple, des personnes répondantes affirment qu'une meilleure offre en éducation à la sexualité à l'école permettrait de sensibiliser les jeunes et le personnel scolaire à la diversité sexuelle et de genre, de mettre un terme aux

³ Le Principe de Joyce, né dans la foulée du décès de Joyce Echaquan en 2020, vise à garantir à tous les Autochtones un droit d'accès équitable, sans aucune discrimination, à tous les services sociaux et de santé ainsi que le droit de jouir du meilleur état possible de santé physique, mentale, émotionnelle et spirituelle. Le Principe de Joyce requiert obligatoirement la reconnaissance et le respect des savoirs et des connaissances traditionnelles et vivantes des autochtones en matière de santé. Pour plus de détails : <https://principedejoyce.com/fr/index>.

cursus hétéronormatifs, de déconstruire les stéréotypes de genre et la vision binaire du sexe et du genre, etc.

Plusieurs mentionnent qu'il doit y avoir un changement dans le système de santé pour qu'il puisse répondre aux besoins de ces femmes, c'est-à-dire que le personnel doit être formé afin de comprendre leurs réalités (contrer la présomption d'hétéronormativité), rendre plus accessibles les services psychologiques, l'obtention d'hormones et/ou les chirurgies d'affirmation de genre, etc.

Plusieurs répondantes et répondants proposent qu'un langage inclusif et épiciène soit utilisé au gouvernement, et que la population soit sensibilisée à l'utilisation de ce langage. D'ailleurs, on demande que soit utilisée l'abréviation LGBTQIA2S+ au gouvernement.

Aussi, il est suggéré d'avoir recours à une pensée plus intersectionnelle en ce qui concerne les besoins de ces femmes. Les enjeux et la réalité de chacune sont différents selon leurs axes d'oppression. Les femmes lesbiennes et bisexuelles ne sont pas confrontées aux mêmes enjeux qu'une femme transgenre, par exemple.

Femmes en situation de pauvreté

Un grand nombre de personnes répondantes demandent que le système de services de garde soit amélioré. La situation actuelle appauvrit davantage certaines femmes puisqu'elles sont forcées de rester à la maison pour s'occuper des enfants. C'est d'autant plus préoccupant pour les femmes monoparentales.

Plusieurs proposent que le salaire soit augmenté et que les conditions liées aux emplois typiquement féminins soient améliorées. De plus, on mentionne que le salaire minimum devrait être augmenté (salaire à 15 \$/h, revenu minimum universel, etc.) et que l'aide sociale soit bonifiée.

Aussi, on mentionne qu'il serait important de rendre plus accessible le retour aux études pour ces femmes, par exemple en offrant de l'aide financière (davantage de bourses et non de prêts), en offrant des formations à distance, en offrant des formations à prix réduit, etc.

Un grand nombre de personnes mentionnent qu'il doit y avoir davantage de mesures mises en œuvre pour s'assurer que la plupart des besoins primaires sont comblés, c'est-à-dire se loger et se nourrir. On propose, par exemple, de mettre sur pied un projet de réfrigérateur partagé, d'augmenter le nombre de logements sociaux, de rendre disponibles des logements temporaires, etc.

De plus, on demande une plus grande accessibilité aux services et aux produits essentiels. On propose que soit financé davantage le transport en commun, que les produits hygiéniques soient rendus plus accessibles, que la gratuité et l'accès des soins de santé et des services sociaux soient assurés, y compris les soins dentaires, les lunettes et les soins liés à la santé mentale.

Autres groupes de femmes

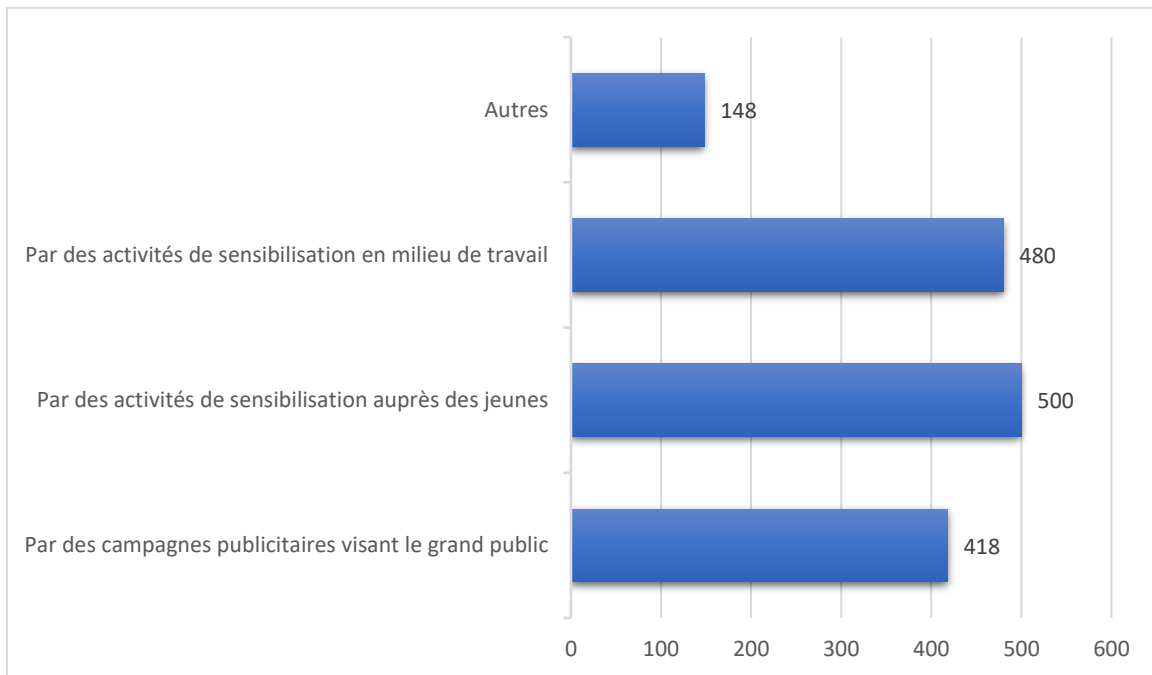
Plusieurs personnes ont souhaité mettre l'accent sur l'importance d'aider tous les groupes de femmes : « Il est essentiel que le gouvernement tienne compte de l'ensemble des femmes du Québec avec une approche différenciée selon les genres et une analyse intersectionnelle pour les femmes qui vivent une multitude d'oppressions. »

De plus, les mères (monoparentales ou non) sont citées à plusieurs reprises comme étant un groupe de femmes devant faire l'objet d'une attention particulière. On soulève, encore une fois, le manque important de places en garderie ainsi que la nécessité d'une meilleure conciliation famille-travail-études.

Aussi, on demande d'aider les travailleuses en leur offrant de meilleures conditions de travail, un meilleur salaire et de meilleures mesures de conciliation famille-travail-études.

Des suggestions d'actions visant d'autres groupes de femmes ont également été formulées, par exemple : les travailleuses du sexe (« dépenaliser le travail du sexe qui se pratique de façon autonome – à distinguer, donc, de la traite et de l'exploitation, qui sont criminelles »), les femmes issues des communautés minières et forestières (« sensibiliser à l'importance de la scolarisation »), femmes victimes de violences gynécologiques (« assurer que des services gynécologiques respectueux, gratuits et facilement accessibles sont offerts sur tout le territoire du Québec »), les femmes dans les banlieues et milieux ruraux (« sensibilisation et publicité en lien avec le partage des rôles familiaux, l'accès égal aux emplois et aux salaires »).

Comment mobiliser une plus grande part de la population pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes?



Selon les données recueillies, on remarque peu d'écart entre les différentes méthodes proposées pour mobiliser une plus grande partie de la population pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes. Néanmoins, le fait de proposer des activités de sensibilisation auprès des jeunes est la méthode ayant reçu le plus grand nombre d'appuis.

Plusieurs mentionnent dans la catégorie « Autres » qu'il faudrait que le gouvernement mette en œuvre des actions concrètes pour donner l'exemple. On mentionne la parité, l'équité salariale, la reconnaissance des métiers typiquement féminins, le soutien des services de garde, etc.

De plus, on mentionne l'importance d'aller sur le terrain. Par exemple, en milieu de travail, le modèle de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) pour l'escouade jeunesse pourrait être adapté et utilisé.

On souligne que « les actions ont plus d'impact que les paroles »; il serait nécessaire de former la population par rapport à l'égalité dans tous les milieux (formations obligatoires offertes par les employeurs, cours sur l'égalité dès le primaire, formation dans les lieux de pouvoir, etc.). Selon certaines personnes, les campagnes publicitaires ne sont pas des actions assez concrètes pour produire un réel impact.

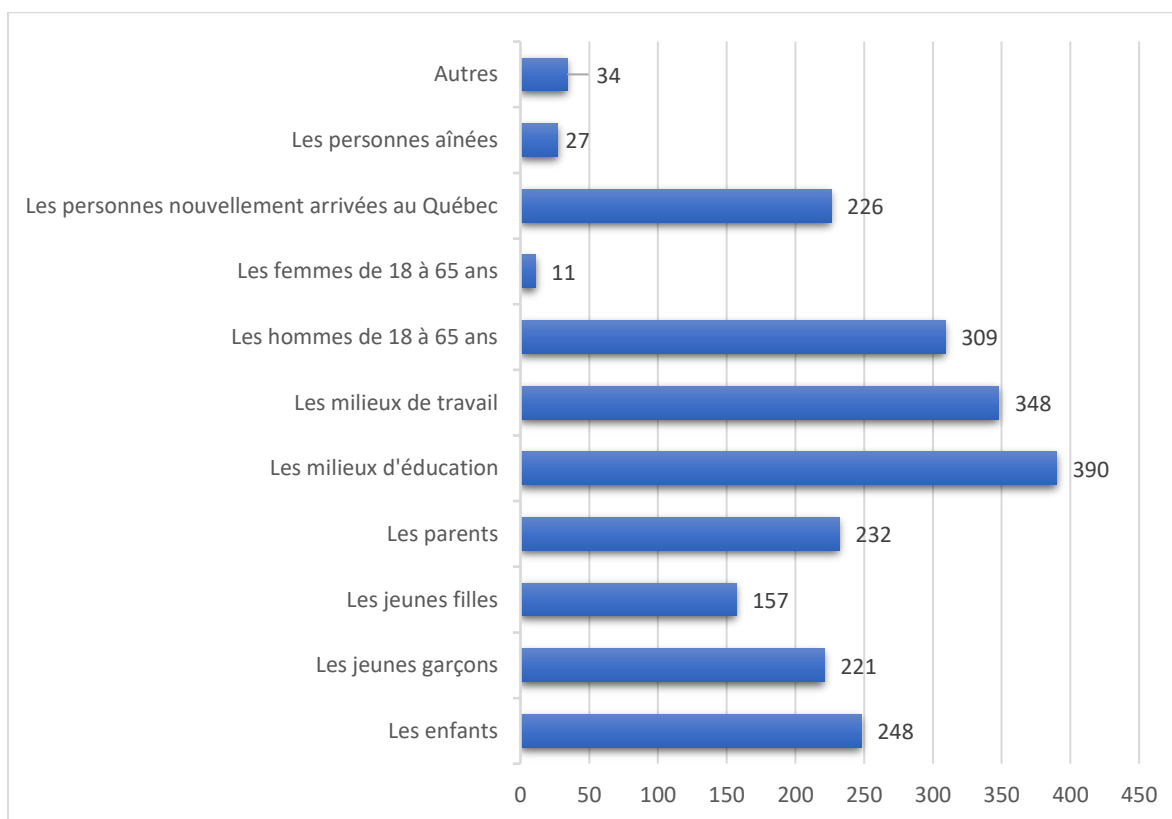
Un nombre important de personnes mentionnent qu'une réforme scolaire serait nécessaire : « pour une éducation non sexiste, visant à ce que les femmes soient aussi bien représentées que les hommes. Notamment en français, en étudiant des œuvres produites par des femmes et pas seulement ou

majoritairement d'hommes ». De plus, on souligne l'importance de proposer davantage de diversité dans les modèles qui sont présentés dans les manuels scolaires.

D'autres personnes proposent que les médias traditionnels et les médias sociaux puissent servir à promouvoir l'égalité. Des émissions d'information et d'éducation sont données en exemple : « Par des contenus produits par Télé-Québec et Radio-Canada qui sont inclusifs, engagés et qui utilisent un langage inclusif ».

Plusieurs proposent le dépôt de projets de loi visant l'égalité. Par exemple, on propose une loi décrétant le congé parental d'égalité durée pour les deux parents.

Public cible pour les activités de sensibilisation visant l'égalité entre les femmes et les hommes



Selon les données recueillies, les personnes répondantes estiment que le public cible pour les activités de sensibilisation visant l'égalité entre les femmes et hommes devrait suivre cet ordre de priorité (du plus important au moins important) : les milieux d'éducation, les milieux de travail, les hommes de 18 à 65 ans et les enfants.

Plusieurs mentionnent dans la catégorie « Autres » qu'il faudrait sensibiliser les personnes qui sont au pouvoir (ministres, personnes élues, personnes dirigeantes d'entreprise, personnel du système de justice, etc.).

Quels moyens devraient être mis de l'avant pour réduire les impacts de la pandémie?

Un très grand nombre de répondantes et de répondants mentionnent l'importance de régler le manque de places en garderie. On propose de permettre l'allongement de la période de prestations du RQAP afin d'aider les familles n'ayant pas accès à une place en garderie.

Un nombre important de personnes mentionnent qu'il est nécessaire d'augmenter le salaire et d'améliorer les conditions de travail des travailleuses essentielles et des emplois à prédominance féminine, puisque ces dernières ont été et sont toujours des actrices importantes de la lutte contre la pandémie.

De plus, on mentionne l'importance de mettre en œuvre des mesures visant à offrir une meilleure conciliation travail-famille et de sensibiliser les pères au partage des tâches de façon plus équitable.

Plusieurs personnes demandent un accès rapide et abordable à des ressources psychologiques.

Aussi, on demande une aide financière pour les femmes affectées économiquement par la pandémie; la création de logements sociaux et/ou abordables; le financement plus important des organismes communautaires qui viennent en aide aux femmes.

Plusieurs personnes répondantes demandent que soient instaurées des mesures pour une société sans violence. Par exemple, on propose de faire des campagnes de sensibilisation au phénomène de la violence faite aux femmes.

Quels sont les autres enjeux ou sujets en matière d'égalité entre les femmes et les hommes abordés par les personnes répondantes?

Bien qu'aucune question en lien avec l'analyse différenciée selon des sexes (ADS) et la structure du SCF n'ait été posée, plusieurs répondantes et répondants y ont fait référence.

On mentionne que l'ADS devrait être obligatoirement appliquée par les ministères, les organismes gouvernementaux et les entreprises dans la mise en œuvre de leurs projets et de leur structure interne.

Plusieurs répondantes et répondants soulignent que le Secrétariat à la condition féminine devrait « devenir un ministère afin de pouvoir défendre ses enjeux, de pouvoir régionaliser la stratégie et d'être plus près des réels besoins ». On propose de le nommer le « ministère des Femmes et de l'Égalité des genres au Québec ».

Annexe – Questionnaire de consultation

- Indiquez si vous êtes en accord ou en désaccord avec l’affirmation suivante : « Aujourd’hui, on peut dire que l’égalité entre les femmes et les hommes est atteinte au Québec. »
 - Tout à fait d’accord
 - Assez en accord
 - Assez en désaccord
 - Tout à fait en désaccord

Au Québec, l’égalité entre les femmes et les hommes a progressé au cours des dernières décennies. Malgré tout, dans les faits, on constate encore plusieurs inégalités en défaveur des femmes (par exemple : salaires plus bas, responsabilités familiales plus élevées, sous-représentation dans les lieux de pouvoir).

La prochaine Stratégie égalité sera composée de plusieurs actions qui pourraient être réalisées par le Secrétariat à la condition féminine, mais aussi par d’autres ministères et organismes gouvernementaux. Certaines actions se réaliseront aussi grâce à la contribution de partenaires ou d’organismes sur le terrain.

- En 2021, à votre avis, qu’est-ce qui nuit à l’atteinte de l’égalité entre les femmes et les hommes au Québec?

- Quel(s) geste(s) devrait poser le gouvernement afin que le Québec progresse vers une meilleure égalité?

Pour réussir à atteindre l’égalité, quelle importance accordez-vous à chacune des priorités suivantes?

- Favoriser les rapports égalitaires et lutter contre les stéréotypes sexuels et sexistes (ex. : sensibiliser les jeunes, sensibiliser le grand public, contrer la publicité sexiste).
 - Très important
 - Important
 - Peu important
 - Pas important

- Assurer une meilleure équité salariale et améliorer la situation économique des femmes (ex. : favoriser une meilleure reconnaissance des emplois majoritairement occupés par des femmes, aider les femmes éloignées du marché du travail à se former et à obtenir un emploi).
 - Très important
 - Important
 - Peu important
 - Pas important

- Favoriser une meilleure conciliation famille-travail-études et un meilleur partage des responsabilités familiales (ex. : faciliter l'accès à des services de garde, sensibiliser les pères à la question de la charge mentale).
 - Très important
 - Important
 - Peu important
 - Pas important

- Améliorer la réponse aux besoins des femmes en matière de santé (ex. : améliorer l'accès aux sages-femmes, mieux dépister les maladies cardio-vasculaires chez les femmes).
 - Très important
 - Important
 - Peu important
 - Pas important

- Lutter contre la violence faite aux femmes (ex. : prévenir les violences basées sur l'honneur, sensibiliser les milieux de travail au sujet du harcèlement sexuel et sexiste, lutter contre la cyberviolence).
 - Très important
 - Important
 - Peu important
 - Pas important

- Assurer une plus grande présence des femmes dans les lieux décisionnels (ex.: mener des campagnes pour augmenter le nombre de candidates aux élections municipales, sensibiliser les entreprises à l'importance de la parité aux conseils d'administration).
 - Très important
 - Important
 - Peu important
 - Pas important

Certaines femmes rencontrent des obstacles plus grands dans leur intégration au marché du travail ou encore dans leur participation sociale. Certaines femmes se trouvent également dans des situations de plus grande vulnérabilité.

- Avez-vous des idées à partager pour mieux répondre aux besoins de ces femmes?
 - Femmes immigrantes et issues des communautés ethnoculturelles?
Idées :
 - Femmes âgées
Idées :
 - Femmes en situation de handicap
Idées :
 - Femmes autochtones
Idées :
 - Femmes de la communauté LGBTQ+ (lesbiennes, bisexuelles, transgenres, queers et autres femmes de la diversité sexuelle)
Idées :
 - Femmes en situation de pauvreté?
Idées :
 - Autres groupes de femmes :
Précisez lequel ou lesquels :
Idées :
- À votre avis, comment est-il possible de mobiliser une plus grande part de la population pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes? (*Choisissez autant de réponses que souhaité.*)
 - Des campagnes publicitaires visant le grand public
 - Des activités de sensibilisation auprès des jeunes
 - Des activités de sensibilisation en milieu de travail
 - Autres : _____
- Si le gouvernement soutient des activités de sensibilisation visant l'égalité entre les femmes et les hommes, qui devrait être ciblé en priorité par ces activités? (*Choisissez un maximum de quatre réponses.*)
 - Les enfants
 - Les jeunes garçons
 - Les jeunes filles
 - Les parents
 - Les milieux d'éducation
 - Les milieux de travail

- Les hommes de 18 à 65 ans
 - Les femmes de 18 à 65 ans
 - Les personnes nouvellement arrivées au Québec
 - Les personnes âgées
 - Autres : _____
- Quels moyens devraient être mis de l'avant pour réduire les impacts de la pandémie sur les femmes?
- Est-ce qu'il y a d'autres enjeux ou sujets en matière d'égalité entre les femmes et les hommes que vous souhaitez porter à notre attention?

**Secrétariat
à la condition
féminine**

Québec 

